

## Concilier famille et études

**Unil** ▶ La section étudiante du Syndicat des services publics a remis une pétition de 519 signatures à la direction de l'Université de Lausanne. Le texte demande des mesures pour garantir aux étudiants parents ou proches aidants des conditions d'études justes et adaptées.

Le syndicat réclame notamment un congé parental de deux semestres minimum à la naissance d'un enfant, l'exonération automatique de la taxe universitaire en cas de congé pour charge familiale ou encore la rématriculation facilitée pour les étudiants ayant dû interrompre leur cursus. **ATS**

## Cri d'alarme des maîtresses enfantines

**Grand Conseil** ▶ La généralisation du co-enseignement dans les classes enfantines (1-2P) n'a de justesse pas convaincu le Grand Conseil vaudois. Au terme d'un débat tendu et d'un vote très serré, le parlement a écarté une pétition en ce sens, non contraignante, déposée en août 2024 par un collectif d'enseignantes.

Crises à répétition, comportement ingérable ou violent, la situation «supportée depuis plusieurs années» par les maîtresses des classes enfantines est «devenue trop grave». La qualité de l'enseignement s'en ressent, si bien qu'un «change-

ment de paradigme est nécessaire», selon les pétitionnaires, femmes dans leur écrasante majorité. Elles ont été entendues par la commission thématique des pétitions du Grand Conseil qui a présenté son rapport hier.

La pétition, munie de 2225 signatures, préconisait plusieurs mesures, notamment un co-enseignement (soit deux enseignants par classe) les quatre matins où les 1-2P sont réunies ensemble. La mise en place de cette mesure était estimée à 64 millions de francs par an par la Direction générale de l'enseignement obligatoire.

Lors du débat en plénum, la gauche a plaidé en faveur de cette recommandation. «Ce texte est un cri d'alarme qui réclame des mesures concrètes et pragmatiques. Les mesures actuelles prévoyant une heure d'aide hebdomadaire supplémentaire dans les petites classes sont insuffisantes, elles sont comme un sparadrap sur une plaie plus profonde», a affirmé l'écologiste Vincent Bonvin.

La droite de l'hémicycle a plaidé pour l'abstention ou le refus du renvoi au Conseil d'Etat. Certains pour des raisons de coûts, d'autres parce que la problématique ne relève

pas de l'Etat, mais de l'éducation familiale. «On parle d'enfants de quatre à six ans, où sont les parents?» s'est insurgé l'UDC Romain Belotti.

Le conseiller d'Etat en charge de l'enseignement, Frédéric Borloz, a pour sa part souligné que la pétition confirmait ce qui avait été identifié comme prioritaire par son département. «Que vous renvoyiez ou non la pétition au Conseil d'Etat ne changera rien à ce que nous sommes en train de faire.»

Lors du vote, les députés ont classé la pétition par 66 non contre 62 oui.

**ATS**

## STATISTIQUES

**POPULATION EN HAUSSE**  
La population vaudoise a crû de 9400 personnes en 2024 – soit de 1,1% – pour atteindre 855 700 habitants à la fin décembre. La population étrangère, 34% des habitants, a davantage augmenté que la population suisse, avec une hausse de 2,3%, contre 0,5%. «En termes relatifs, le taux de cette année est proche de ceux enregistrés entre 2020 et 2022», a fait savoir Statistique Vaud hier. Une hausse de la population vaudoise concerne tous les districts, mais c'est dans celui de l'Ouest lausannois qu'elle a été la plus marquée. **ATS**

Le Conseil d'Etat a été doublement interpellé – par le Grand Conseil, hier, et par des ONG – au sujet des coupes budgétaires visant le secteur de la solidarité internationale

# L'aide humanitaire remise en question

GILLES LABARTHE

**Coopération** ▶ Face au gel des budgets de l'aide internationale américaine annoncé fin janvier 2025 par le président étasunien<sup>1</sup>, Donald Trump, le Conseil d'Etat a-t-il pris la mesure de l'impact sur les ONG et l'emploi dans le canton de Vaud? Combien de postes sont menacés? Quelles conséquences sur les activités de ces organisations? Et quelles actions concrètes pourraient être mises en place?

C'est avec ces questions pressantes que le député socialiste au Grand Conseil Laurent Balsiger a déposé hier une interpellation avec une quarantaine de cosignataires, de tous les partis, pour demander à l'exécutif de réagir. De leur côté, des ONG ont fait une demande similaire. Un dossier urgent, mais complexe. Comme le rappelle la Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco), principal organisme de soutien au niveau cantonal, appuyé aussi par la Confédération et les communes, la participation à l'aide publique au développement n'est pas centralisée dans le canton de Vaud, contrairement à ce qui se pratique ailleurs. Pas moins de cinq départements sont concernés, effectuant des choix par domaines de compétences. Interview de Barbara Hintermann, directrice générale de la Fondation Terre des hommes Lausanne.

**Les Etats-Unis ont annoncé fin janvier la suspension de leurs contributions à la coopération internationale au développement.**

**Quel a été l'impact immédiat pour votre ONG?**  
**Barbara Hintermann:** Ces dernières semaines, la Fondation Terre des hommes Lausanne a reçu d'abord du gouvernement américain une demande de suspension avec effet immédiat de nos activités. Cela concernait principalement neuf pays d'intervention, dont sept directement (Egypte, Inde, Kenya, Liban, Bangladesh, Afghanistan, Burkina Faso) et



Les actions de Terre des hommes, comme ici au Burkina Faso en présence de Barbara Hintermann, sont sur le balan. TERRE DES HOMMES LAUSANNE

deux indirectement (Nigeria, Roumanie) par notre collaboration avec les organisations de l'ONU... Nous avons alors suspendu ces activités, comme ordonné par l'administration américaine, et avons dû licencier 440 employés nationaux, dans ces différents pays, en respectant les délais de préavis.

**Que s'est-il passé depuis?**

Entretiens, dans la nuit du mercredi 26 au jeudi 27 février 2025, nous avons reçu quatre nouvelles lettres d'annonce de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et du Bureau de la population, des réfugiés et des migrations (BPRM), qui est rattaché au Département d'Etat américain. Elles stipulent que les contrats sont cette fois dé-

finitivement terminés, avant même les nonante jours qui étaient prévus par le gouvernement américain pour déterminer une nouvelle politique en matière de coopération internationale. Hier encore, nous avons reçu deux annonces de suppression, concernant l'Afghanistan et le Burkina Faso, et de ce fait, tous nos contrats, à l'exception du Bangladesh, sont maintenant définitivement terminés. Ces communications sont les premières informations définitives concernant le désengagement des Etats-Unis dans l'aide humanitaire internationale, depuis l'annonce du gel des financements de nonante jours.

**Quels sont les montants en jeu?**

Pour Terre des hommes Lausanne, le budget américain de

cette année représentait environ 10 millions de dollars, sur approximativement 100 millions, donc environ 10% du budget total. Ces coupes vont avoir des effets dramatiques pour les 1,5 million de bénéficiaires, qui perdent le soutien de notre organisation humanitaire, et tout particulièrement pour les enfants vulnérables, qui sont au cœur de nos programmes.

**Et pour le fonctionnement de votre ONG?**

Si l'on considère l'impact sur Terre des hommes Lausanne globalement, nous devons actuellement faire des choix très difficiles, au niveau de notre présence géographique, mais aussi au niveau de la structure. Nous ne serons pas épargnés

par des fermetures et par la fin de nos interventions dans certains pays. Lesquels? Nous ne l'avons pas encore déterminé.

**En tant qu'ONG, Terre des hommes Lausanne a informé dernièrement qu'elle «cèderait de compenser, au moins partiellement, la perte de financement par des fonds alternatifs provenant de sources civiles, institutionnelles, privées et gouvernementales».**  
**Or, la Confédération suisse a elle aussi réduit le budget alloué à la coopération internationale...**

Nous faisons partie des ONG qui reçoivent une contribution de la DDC. Pour la période de 2020 à 2024, cette contribution se montait à 8 millions par an. Tandis que pour la période précédente, c'était 10 millions

par an. Donc, cela a déjà baissé depuis 2020. Et actuellement, nous recevons 7,12 millions. C'est une coupe que nous subissons et que je regrette beaucoup. La Suisse devrait jouer un rôle exemplaire: suivant notre tradition, l'aide humanitaire et l'aide au développement constituent des piliers importants de notre politique étrangère.

**Qu'en est-il au niveau cantonal? Le budget de l'aide publique au développement de l'Etat de Vaud ne cesse de diminuer ces dernières années. Il représente moins de 0,004% du PIB, très en-dessous des 0,7% recommandés par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques).**

Sur le plan cantonal, l'aide provient de la Fedevaco par soumission de projets. Nous recevons des contributions et des subventions. Du côté des montants, c'est très très peu, mais cela reste précieux. Nous avons une très bonne relation avec la Fedevaco.

**«Nous ne serons pas épargnés par des fermetures et la fin de nos interventions dans certains pays»**

Barbara Hintermann

**Pour le canton de Genève, un fonds extraordinaire de 10 millions devrait être attribué, face à l'urgence de la situation. Et pour Vaud?**

Rien, à notre connaissance. Mais avec d'autres ONG qui ont leur siège à Lausanne, nous avons envoyé une lettre au gouvernement vaudois. Nous avons proposé une rencontre, afin de discuter de la situation actuelle et d'envisager un soutien, au moins pendant cette période difficile. **1**

<sup>1</sup>Notre édition du 7 février 2025